



**OIDP Afrique**  
**IOPD Africa**



Observatoire International de la  
Démocratie Participative -Afrique

# Rapport des Activités de l'OIDP Afrique 2019-2021

**LES JEUDIS DE L'EXCELLENCE TERRITORIALE**  
Dissémination des bonnes pratiques et innovations primées au cours de deux éditions du Prix d'Excellence du Leadership Local

**PELL**  
ÉDITION NUMÉRIQUE

**WEBINAIRE DE LANCEMENT**  
Jeudi 05 Novembre 2020  
EN DIRECT à Partir de 10H sur :

zoom | enda tv | enda tm & enda ecopop

Pour ne rien rater de l'évènement : Connectez-vous au webinaire avec le lien ci-dessous :  
<http://jeudi-du-pell.enda.ecopop.org> - ou sur (Youtube : ENDA TÉLÉVISION-HD)



## AFRIQUE

## Visioconférence

**Gestion de la pandémie du Coronavirus en Afrique :  
la réponse des villes et territoires**

**Lancement de la consultation régionale**

**Mardi 14 Juillet 2020, 14h00 GMT**

Pour participer à la visioconférence, cliquez sur le  
lien de connexion: <http://www.webinaire.oidp-afrique.org/>

Mamadou Bachir KANOUTE  
Coordinateur pour l'Afrique  
Décembre 2021

## Table des matières

<b>Avant-Propos</b> .....	3
<b>Rappel des missions au niveau global et pour la région Afrique</b> .....	4
<b>Activités Mises en Œuvre au Cours de la Période 2019-2021</b> .....	5
A.    Volet Expérimentation/ Projet .....	5
I.    YTAX, un système numérique de recouvrement de taxes communales .....	5
II.    Prix d'Excellence du Leadership Local – 3 <sup>e</sup> Edition .....	5
III.    Projet Développement Municipal et Résilience Urbaine (MDUR) - Haïti .....	7
IV.    Partenariat pour un Gouvernement Ouvert .....	7
<b>B.    Volet Influence, Plaidoyer et Réseautage</b> .....	10
I.    Participation à la 10 <sup>ème</sup> Edition du Forum Urbain Mondial.....	10
II.    L'Afrique face au COVID-19 : la réponse des Territoires .....	11
III.    Mise en Place des Instances Politiques de l'OIDP .....	15
IV.    Contribution au Campus Virtuel des Penseurs Urbains.....	15
V.    Forum National sur le Programme d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones .....	17
VI.    Contribution aux Activités de People Powered .....	17
<b>C.    Volet Stratégie et Développement de Capacités</b> .....	19
I.    Session de Formation sur le Développement Economique Local – Tunis .....	19
II.    Session de Formation au Budget Participatif – Caracol (Haiti).....	20
III.    Atelier de Formation au Plaidoyer des Acteurs de la Société Civile pour l'Adhésion du Togo au PGO.....	21
<b>D.    Budget et Partenaires 2020-2021</b> .....	22
<b>E.    Fenêtres sur Quelques Perspectives en 2022</b> .....	22

## Avant-Propos



Le bureau pour la région Afrique de l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP Afrique) a été créé officiellement le 7 décembre 2012, au cours d'une assemblée en marge du Sommet AFRICITES tenu à Dakar. La cérémonie solennelle avait été présidée par le Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales du Sénégal, le Directeur du Bureau des Projets de ONU-Habitat, le Secrétaire Général de l'Observatoire International de la Démocratie Participative, le Président de l'Union des Associations d'Élus Locaux du Sénégal et en présence de 156 participants venant de 13 pays d'Afrique.

Les objectifs majeurs de l'OIDP sont de promouvoir la démocratie participative, partager les acquis et appuyer l'institutionnalisation de l'approche de démocratie participative dans les politiques publiques.

Le présent rapport fait état des deux exercices précédents, à savoir les périodes 2019-2020 et 2020-2021. Au terme de la neuvième année, des avancées ont été réalisées sur les trois volets qui constituent le cœur d'activité de l'Observatoire, à savoir le volet Expérimentation et Projet, le volet Développement de Capacités d'Intervention et le volet Influence, Plaidoyer et Réseautage.

Ainsi, sur le volet Expérimentation et Projet, une modernisation des outils de collecte de taxes communales ainsi que des avancées sur la prévention et la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ont été notées. Sur le volet Influence, Plaidoyer et Réseautage, l'OIDP Afrique a pris part à des activités d'envergure telles que le 10<sup>e</sup> Forum Urbain Mondial. A la survenue de la pandémie de COVID-19, l'OIDP Afrique a lancé une série de consultations sous régionales, sur le thème "**Réponses des villes et territoriales dans la gestion de la pandémie du coronavirus en Afrique**". Quant au volet Développement de Capacités, des acteurs locaux d'horizons divers ont été formés sur les thématiques du développement économique local, du budget participatif, mais aussi de la préparation et du financement de projets d'investissement.

Au plan politique, la période 2019-2021 a vu la traduction des recommandations de la 19<sup>ème</sup> Assemblée Générale de l'OIDP, au cours de laquelle il avait été retenu de finaliser la mise en place des instances politiques de l'Observatoire dans les différentes sous-régions du continent.

En perspective, la désignation d'un point focal opérationnel dans chaque sous-région du continent, ainsi que le renforcement des stratégies de communication, de mobilisation des ressources et de renforcement de capacités sont attendues.

Pour terminer, nous adressons nos remerciements à l'ensemble de nos partenaires pour avoir participé au succès de nos activités et ainsi contribué à l'accomplissement de nos missions au cours des deux dernières années.

**Bachir KANOUTE**  
Coordinateur pour l'Afrique

## Rappel des missions au niveau global et pour la région Afrique

L'Observatoire International de la Démocratie Participative, qui a été créé en 2001, est un espace ouvert aux villes, aux organisations de la société civile, universités et centres de recherche qui souhaitent connaître, échanger ou appliquer des approches de démocratie participative au niveau local et ce, pour approfondir la démocratie dans la gouvernance locale.

Depuis 2006, l'OIDP travaille en collaboration avec l'organisation Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), notamment à l'articulation d'un cadre conjoint avec la Commission d'inclusion sociale et de démocratie participative. L'OIDP travaille également avec d'autres réseaux de villes notamment METROPOLIS.

Parmi les acquis, on peut citer l'organisation chaque année d'une conférence internationale qui permet d'avancer dans le débat sur la démocratie participative et de partager les expériences et les acquis dans ce domaine. L'OIDP a également mis en place le Prix "Bonne pratique en participation citoyenne", dont l'objectif est de récompenser les expériences innovantes dans le domaine de la démocratie participative favorisant la participation et l'implication des citoyens et citoyennes dans les processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques.

Son mandat est de promouvoir à travers le monde, des approches et politiques qui promeuvent l'implication des citoyens dans la gouvernance publique, par des mécanismes de participation citoyenne, gouvernement ouvert, transparence des politiques, gouvernance ouverte, etc.

Les objectifs majeurs de l'Observatoire sont de : constituer le principal réseau de villes et d'institutions du monde en matière de participation citoyenne ; promouvoir la démocratie participative ; stimuler la coopération entre les gouvernements locaux en s'appuyant sur l'échange d'expériences ; établir un mécanisme de suivi de l'état de la démocratie participative dans le monde.

De manière spécifique l'Observatoire pour l'Afrique se donne comme ambition :

- Observer, suivre et rendre visible les expériences de BP en Afrique
- Accompagner la mise en œuvre et renforcer les processus BP en Afrique
- Capitaliser les expériences africaines de BP à partager avec le reste du Monde
- Généraliser et appuyer l'institutionnalisation de l'approche BP dans les politiques publiques



# Activités Mises en Œuvre au Cours de la Période 2019-2021

## A. Volet Expérimentation/ Projet

### I. YTAX, un système numérique de recouvrement de taxes communales

YTAX (Yeelen Taxe en version longue), qui signifie en langues nationales *transparence, sourire et lumière sur les taxes*, est une plateforme numérique dédiée à la collecte des taxes communales pour améliorer la mobilisation des ressources locales, renforcer la transparence et lutter contre l'évasion fiscale. Le dispositif YTAX intègre les différentes opérations effectuées par les intervenants dans la chaîne fiscale locale pour :

- Cartographier et fiabiliser l'assiette fiscale de la commune grâce à une géolocalisation des agents collecteurs et des contribuables.
- Collecter et enregistrer les différentes taxes communales qui sont régulièrement mises à jour grâce à des états financiers fiables générés, avec le report et le recouvrement de la fiscalité des communes qui pourront être effectués.
- Rendre transparente la chaîne fiscale et partager l'information financière auprès des acteurs clés représentant l'Etat, les collectivités locales et les populations.



Illustration 1 : Aperçu du dispositif Ytax

### II. Prix d'Excellence du Leadership Local – 3<sup>e</sup> Edition

#### 1. Une Première au Format Numérique

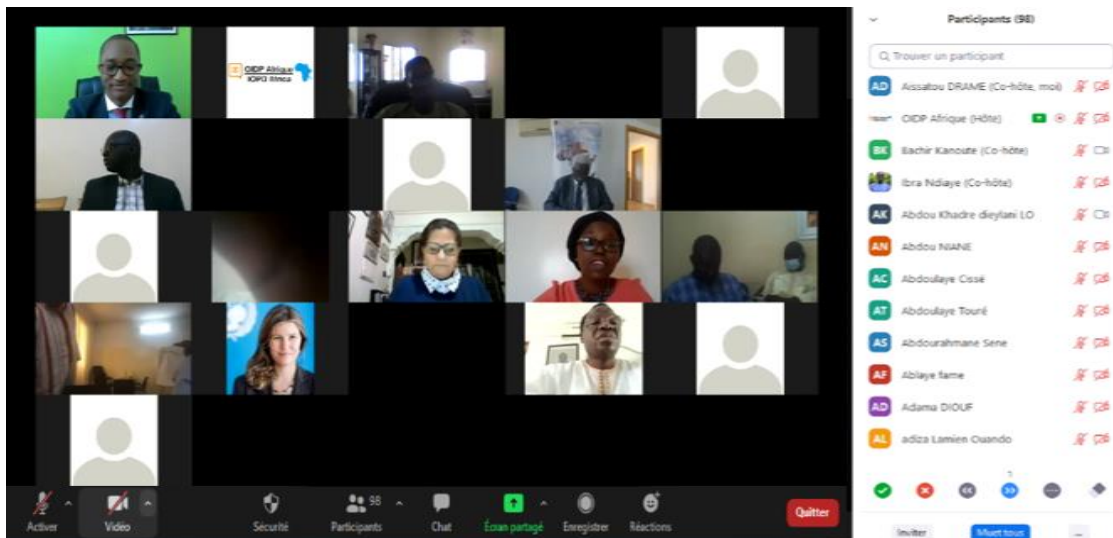


Illustration 2: Flyer du Lancement de la 3<sup>e</sup> Edition du PELL

La troisième édition du Prix d'Excellence du Leadership Local (PELL 2020), tenue sous un format numérique, vu le contexte de la pandémie du COVID 19, a été lancée le 05 novembre 2020 sur la plateforme de vidéoconférence Zoom, par Enda ECOPOP en collaboration avec l'Union des Associations des Elus Locaux (UAEL), le Programme National de Développement Local (PNDL) et l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP Afrique) sous l'ancrage institutionnel du Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des territoires (MCTDAT).

Cette édition numérique visait d'une part à vulgariser et disséminer les bonnes pratiques et innovations primées au cours des deux éditions précédentes pour renforcer la gestion et le partage des connaissances auprès du grand public, l'apprentissage et la formation pour une transformation sociétale, et d'autre part, de maintenir un esprit de compétition sain entre les primés.

Après le lancement de cette troisième édition, 7 webinaires ayant permis aux lauréats des précédentes éditions de présenter les bonnes pratiques et innovations dans gouvernance territoriale, de partager les effets/impacts et dégager les perspectives ont été tenus. Tous confondus, ces webinaires ont enregistré 36 présentations venant des collectivités territoriales, 4 des journalistes-communicants et 1 des chercheurs-universitaires.



**Illustration 3 : Séance Virtuelle 3<sup>e</sup> Edition du PELL**

Les présentations faites par les élus ont porté sur les six thèmes. Les collectivités primées sont les suivantes selon les catégories :

- Participation et Engagement Citoyen, Commune de Niakhène
- Transparence et Reddition des comptes, Ville de Thiès
- Solidarité et Assistance aux communautés vulnérables, Conseil Départemental de Tivaouane
- Territorialisation des Politiques publiques et Agendas internationaux de développement;
- Inclusion, Egalité et Équité, Conseil Départemental de Kaolack
- Efficacité et Efficience budgétaire, Commune de Passy

Les journalistes-communicants sont Ngoundji DIENG pour la catégorie presse écrite et Cheikh Saad Bou SEYE (NdarInfo) pour la catégorie documentaire, alors que pour les universitaires Rougyatou KA de l'Université Gaston Berger.

La cérémonie de remise des Awards s'est tenue le 26 février 2021 sur Zoom sous la présidence de M. Etienne TURPIN, Secrétaire Général du MCTDAT et en présence de personnalités invitées venant du Sénégal et des pays africains. Au cours de cette cérémonie six (06)

collectivités territoriales, deux (02) journalistes-communicants et une doctorante ont reçu leur Awards des mains des invités d'honneur.

### **III. Projet Développement Municipal et Résilience Urbaine (MDUR) - Haïti**

Le projet de Développement Municipal et de Résilience Urbaine (MDUR), initié par le Gouvernement haïtien (GoH) et la Banque mondiale (BM), est une initiative visant à augmenter les capacités institutionnelles des municipalités de la zone métropolitaine du Cap-Haïtien pour l'amélioration de prestations en infrastructures résilientes.

Le projet est articulé autour de 4 composantes, nous intervenons dans la composante 1, relative à l'Appui aux investissements municipaux, le renforcement des capacités et la planification stratégique qui soutiendra les six municipalités de la région métropolitaine du Cap Haïtien pour leur permettre de planifier, financer et gérer des infrastructures résilientes, fournir des services et élaborer des plans de développement locaux.

Un des principes fondamentaux de cette composante est la participation des communautés à la prise de décisions afin d'assurer des résultats plus durables. Le deuxième principe est de permettre aux municipalités de renforcer leurs capacités par l'apprentissage, la pratique et la mise en œuvre de sous-projets.

En termes de réalisation, un atelier de formation des facilitateurs et cadres municipaux sur le budget participatif a été tenu au cours du 3<sup>e</sup> trimestre de mise en œuvre du projet. Et durant le 4<sup>e</sup> trimestre, des facilitateurs des six (6) communes cibles ont été accompagnés dans l'élaboration des plans d'actions pour la mise en œuvre de l'approche du Budget Participatif, le cadre temporel du processus du BP en Haïti et le guide méthodologique pour l'approche du BP en Haïti.

### **IV. Partenariat pour un Gouvernement Ouvert**



Le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO), est une initiative multilatérale inaugurée en septembre 2011 et regroupe globalement 79 pays membres ainsi que 1000 organisations de la société civile. Elle vise à promouvoir la transparence de l'action publique et de nouvelles formes de collaboration plus ouvertes entre le Gouvernement et la société civile. Cette démarche est facilitée grâce à l'appui financier de l'Agence Française de Développement (AFD) dans le cadre du Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts (PAGOF) mis en œuvre par CFI (Agence Française de coopération médias) et Expertise France. En collaboration avec le

Ministère de la Justice, point focal du PGO, la Coordination ODP Afrique a apporté un soutien méthodologique et accompagnement du processus de formulation du Plan d'actions national.

Le PGO s'appuie sur quatre principes fondateurs que sont : i) amélioration de l'accès à l'information des gouvernements et administrations ii) la participation et engagement citoyen dans la gestion publique, iii) instauration de normes d'intégrité professionnelle exemplaires dans les administrations et enfin iv) amélioration de l'accès aux nouvelles technologies pour une plus grande ouverture et une responsabilité accrue.

Dans un cadre partenarial regroupant administration et société civile, le **Sénégal** a co-construit son premier plan d'action national du PGO, en attente d'adoption par l'Assemblée Nationale et publié sur le site du PGO. Le plan d'action pour les trois prochaines années consacre trois axes en priorité: i) l'amélioration de la transparence dans la gestion publique et de l'accès à l'information, ii) l'amélioration de l'accès au service public et de la qualité des services rendus aux usagers-clients et enfin iii) le renforcement de la participation et de l'engagement citoyen.

En **République Démocratique du Congo**, dans la province de Kinshasa, le Collectif 24, plateforme des OSC congolaises et membre de l'OIDP, a appuyé les comités budget participatif des communes de Barumbu et Ngaba dans l'activité de suivi et contrôle des ouvrages réalisés par les communes dans le cadre du BP de l'exercice 2021.

Pour cette année, les priorités de la commune de Barumbu étaient relatives au volet Hygiène et ont été prises en compte. En termes de réalisations, quatre (4) toilettes publiques sont mises en place, dont trois (3) encore en cours de construction et une déjà opérationnelle.

Le taux de réalisation des ouvrages est ainsi de 55%, le curage des rivières n'étant pas encore été pris en compte.



*Illustration 4 : Point de Presse de Guillaume Ilunga, Bourgmestre de Barumbu – RD Congo*

Quant à la commune de Ngaba, dans son exercice budget participatif 2021, les priorités définies portaient également sur la construction d'ouvrages pour l'intérêt général de cette municipalité. Il s'agit entre autres de la construction d'une toilette publique au bénéfice de la population de la commune. De même, des passerelles ont été construites pour faciliter les déplacements des populations (la commune n'ayant pas de caniveau et étant connue pour être une zone marécageuse). Le budget participatif de la commune de Ngaba est évalué à 12 mille dollars,



équivalant à 30% du budget global de la commune, qui s'élève à hauteur de 40 mille dollars américains.

## B. Volet Influence, Plaidoyer et Réseautage

### I. Participation à la 10<sup>ème</sup> Edition du Forum Urbain Mondial

La 10<sup>ème</sup> édition du Forum Urbain Mondial a eu lieu du 8 au 13 février à Abu Dhabi (Emirats Arabes Unis), avec la participation de plus de 13 000 personnes provenant de plus de 168 pays.

#### 1. Description

L'évènement était organisé par ONU-Habitat pour la première fois dans un pays arabe et le thème de cette édition portait sur « Villes d'opportunités : connecter culture et innovation ». CGLU et l'OIDP s'emploient à placer les collectivités locales au centre de la mise en œuvre des ODD, avec une réelle décentralisation politique et financière, et avec une culture de participation politique et d'innovation sociale au cœur de la gouvernance. Ainsi, l'OIDP a organisé et participé activement aux sessions suivantes, soulignant l'importance de la participation citoyenne et de la localisation des ODD pour leur implantation effective.

#### 2. Session 1 : Gouvernance des villes, culture et localisation des ODD

Cette session a eu lieu le lundi 10 février dans l'espace *SDGs in Action* et a été modérée par Monsieur Alioune Badiane, président du Think Tank Afrique - TUTTA. Les conférenciers présents étaient Nelly Ouassenan, maire adjointe de la ville de Cocody, Côte d'Ivoire, Baba Ndiaye, Président du Conseil Départemental de Kaolack au Sénégal, Adrià Duarte, Coordinateur de l'OIDP, Giovanni Allegretti, chercheur pour le Centre d'Etudes Sociales à l'Université de Coimbra et Yves Cabannes de l'University College London. Bachir Kanouté, Coordinateur Exécutif d'Enda ECOPOP et de l'OIDP Afrique, présentait la session.



Illustration 5 : Session sur la Gouvernance des villes, culture et localisation des ODD

#### 3. Session 2 : Pratiques participatives et droit à la ville au cœur de l'innovation urbaine

Cette session organisée par l'OIDP a eu lieu le lundi 10 dans l'après-midi. Adrià Duarte, coordinateur de l'OIDP, a présenté et modéré la session lors de laquelle divers représentants de

villes et experts ont partagé leurs expériences d'innovation urbaine canalisées à travers la participation citoyenne.

Bachir Kanouté Coordinateur OIDP Afrique, a présenté le rôle des budgets participatifs en Afrique pour atteindre un développement durable et le droit à la ville. Giovanni Allegretti a présenté différentes expériences innovantes de villes et régions italiennes et a souligné l'importance d'institutionnaliser les politiques de participation. Enfin, Nelly Ouassenan adjointe au maire de Cocody, a expliqué les difficultés et les défis auxquels est confronté un gouvernement local en Afrique. Ainsi, la mairie de Cocody a décidé de décentraliser son action afin de mieux se concentrer sur les problèmes dans chaque domaine.



Illustration 6 : Session sur les Pratiques participatives et droit à la ville au cœur de l'innovation urbaine

## II. L'Afrique face au COVID-19 : la réponse des Territoires

Le bureau Afrique de l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP Afrique) a procédé au lancement des consultations sous régionales sur le thème "**Réponses des villes et territoriales dans la gestion de la pandémie du coronavirus en Afrique**". Ces consultations avaient comme objectif le partage et la réflexion sur l'évolution de la pandémie de la Covid-19 dans les villes africaines à travers les expériences vécues, les impacts (sur le développement local, la démocratie, la participation citoyenne, etc.) et les stratégies de résilience.

Prenant en compte la réalité de la distanciation sociale dans un contexte de pandémie du coronavirus, les consultations se sont tenues sous forme de webinaires de 2 heures 30 minutes sur la plateforme de visioconférence Zoom. Elles se sont déroulées en deux étapes:

- Un webinaire de cadrage et lancement de la consultation régionale, tenu le xxx Juillet 2020 et ayant enregistré la participation du Président de l'Observatoire International de la démocratie Participative (OIDP), de l'Union africaine à travers Sa Commissaire xxx, le Directeur Afrique du Programme des Nations Unies pour les Établissements humains (Onu Habitat), le Secrétaire Général de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique), etc.
- 5 webinaires de consultations, à raison d'une dans chacune des sous régions d'Afrique. Chaque consultation a enregistré la participation d'un Ministre ou représentant de gouvernement de la sous-région, un Maire, un représentant des structures d'appui aux

collectivités territoriales, un représentant de la société civile, un universitaire, un représentant des partenaires technique et financier.

Chaque webinaire a connu les temps forts d’allocution d’ouverture, suivi les présentations d’expériences des pays et d’échanges avec le public. La présentation, par le coordinateur, des perspectives de développement de l’OIDP en Afrique et la synthèse ont mis fin des échanges.

Ainsi, 18 pays d’Afrique ont pu participer et partager lors des webinaires sur le contexte d’éclatement de la pandémie dans leurs pays respectifs, le vécu et évolution de la pandémie, la gestion et mesures qui ont été prises par le gouvernement central et les gouvernements locaux. Ces pays ont également partagé les impacts de la pandémie (sur l’économie locale, la démocratie, la participation citoyenne, etc.), et identifié des pistes de riposte et de résilience afin de mieux préparer la période post-COVID. En termes d’audience, des participants venant de 31 pays d’Afrique et du monde ont pu suivre et contribuer aux échanges.

Grâce à cette approche, les représentants de 18 pays d’Afrique ont échangé lors des webinaires sur le contexte d’éclatement de la pandémie dans leurs pays respectifs, son évolution et les mesures qui ont été prises par le gouvernement central et les gouvernements locaux. Ces pays ont également partagé les impacts de la pandémie (sur l’économie locale, la démocratie, la participation citoyenne, etc.), et tenté d’identifier des pistes de riposte et de résilience afin de mieux préparer la période post-COVID. En termes d’audience, 369 participants venant de 31 pays d’Afrique et du monde ont pu prendre part et contribuer aux échanges sur l’ensemble des consultations. Pour chaque sous-région, les consultations ont été présidées par le Président de l’OIDP et modérée par le Coordinateur Afrique de l’OIDP. Ces consultations ont vu la participation d’autorités locales, de responsables de l’OIDP et de diverses institutions partenaires, afin de partager leurs expériences de la gestion de la pandémie au niveau des territoires, dans leurs pays respectifs.



*Illustration 7 : Session de Lancement des Consultations COVID – O I D P Afrique*



## 1. Les Intervenants

Session	Part.	Allocutions	Partage d'Expériences
Lancement	98 participants	<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Jean-Marc YACE, Maire de la Ville de Cocody, Président OIDP, COTE D'IVOIRE</li> <li>Son Excellence, Mme Minata Samate CESSOUMA, Commissaire aux Affaires Politiques de l'Union Africaine, Addis Abeba/ETHIOPIE</li> <li>M. Jean Pierre Elong MBASSI, Secrétaire Général, CGLU Afrique, Rabat/MAROC</li> <li>M. Oumar SYLLA, Directeur du Bureau Afrique d'ONU Habitat, Nairobi/KENYA</li> <li>M. Luc DORAY, Secrétaire Général OCPM, Montréal/CANADA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mme Bleue Régine TSOUNGUI OBAMA, maire de la commune de Ngomedzap, CAMEROUN</li> <li>M. Mohamed SEFIANI, maire de la ville de Chefchaouen, MAROC</li> </ul>
Afrique de l'Ouest	62 participants	<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Jean-Marc YACE, Maire de la Ville de Cocody, Président OIDP, COTE D'IVOIRE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Jean-Jacques YAPO, Directeur Général de l'Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI)</li> <li>M. Georges OSEI-BIMPEH, Directeur SEND West Africa, GHANA</li> <li>M. Yacouba TRAORE, Président de l'Association des Municipalités du Mali, Maire de la Commune de Tangadougou, MALI</li> <li>Monsieur Saer NDAO, Gouverneur de la Région de Kédougou</li> </ul>
Afrique du Nord	70 participants	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mme Nelly OUASSENAN, Adjointe au Maire de la ville de Cocody, COTE D'IVOIRE</li> <li>M. Jean Pierre ELONG MBASSI, Secrétaire Général CGLUA</li> <li>M. Mokhtar HAMAMMI, Ancien Ministre des Affaires Locales et de l'Environnement de Tunisie</li> <li>M. Hatem GHEMARI, Conseiller à la Direction des Affaires Politiques - Union du Maghreb Arabe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Abdi HORMA, Directeur des Collectivités Territoriales, MAURITANIE</li> <li>Dr. Neila AKRIMI, Directrice Générale CILG-VNGi, TUNISIE</li> </ul>

Afrique Centrale	35 participants	<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Jean-Marc YACE, Maire de la ville de Cocody, Président de l’OIDP</li> <li>• SEM Azarias RUBERWA MANYWA, Ministre de la Décentralisation et des Réformes Institutionnelles, RD Congo</li> <li>• M. Jean Pierre ELONG MBASSI, Secrétaire Général CGLUA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Paul KAMPAKOL, Coordonnateur des Organisations de la Société Civile pour l’accompagnement de la riposte à la COVID19, République du Congo</li> <li>• M. Georges TSHIONZA MATA, Assistant Technique COREF, en charge de la Transparence des Finances Publiques et de la Participation Citoyenne, REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO</li> </ul>
Afrique de l’Est	55 participants	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Odette Nzé, Mairie de la ville de Cocody, COTE D’IVOIRE</li> <li>• Dr Najat ZARROUK, Directrice de l’Académie des Collectivités Locales, CGLUA, Rabat, MAROC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Eva SAWE, Représentante Kericho County, KENYA</li> <li>• Mme Mamy NAROVE, Directrice des Relations Internationales de la Ville de Toamasina, MADAGASCAR</li> <li>• M. Parfait RANDRIANITOVINA, Directeur Adjoint Projet Développement Communal Inclusif et Décentralisation – ProDÉCID, GIZ, MADAGASCAR</li> <li>• Vinesh CHINTARAM, Secrétaire Général de l’Union Africaine des Architectes, ILE MAURICE</li> <li>• Mike MABONGA, Président du Service Public, Human Resources Network, OUGANDA</li> </ul>
Afrique Australe	49 participants	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Docteur Najat ZARROUK, Directrice de l’Académie des Collectivités Locales, CGLUA, Rabat, MAROC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Ernest SUMANI, Coordinateur de l’Association des Gouvernements Locaux, ZAMBIE</li> <li>• M. Puvendra AKKIAH, Senior Manager IDP, Municipalité d’eThekwini, Durban, AFRIQUE DU SUD</li> <li>• Pedro LAICE, Responsable des Relations Internationales et de la Coopération, Association Nationale des Municipalités, MOZAMBIQUE</li> <li>• Maria Helena LANGA, Maire de Mandlakazi, MOZAMBIQUE</li> <li>• Patrick SOKHELA, Département de la Fonction Publique et de l’Administration, AFRIQUE DU SUD</li> </ul>

### III. Mise en Place des Instances Politiques de l’OIDP

Le Bureau Afrique de l’Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP Afrique) a procédé à la mise en place de ses instances politiques et opérationnelles dans les différentes sous-régions du continent africain (Afrique de l’Ouest, Afrique de l’Est, Afrique Centrale, Afrique du Nord et Afrique Australe).

Cette initiative s’inscrit dans les perspectives de développement de l’observatoire dans le continent. Au cours de la 19ème Assemblée de l’OIDP, il a été décidé d’entamer un processus pour doter l’OIDP Afrique des instances politiques devant assurer la Présidence dans les sous-régions et la Présidence à l’échelle du continent. Lancée le 30 Mars 2021, quatre consultations sous régionales ont été organisées successivement en Afrique de l’Ouest, du Nord, Du Centre et de l’Est. La consultation consacrée à l’Afrique australe a connu deux reports successifs. A l’issue de ces caucus, les représentants choisis sont les suivants :

Sous-Région	Représentants
Afrique de l’Ouest	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>M. Baba NDIAYE</b>, Président Conseil Départemental de Kaolack, SÉNÉGAL</li><li>• <b>M. Jean Marc YACE</b>, Maire de Cocody COTE D’IVOIRE</li></ul>
Afrique du Nord	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>M. Mohamed SEFIANI</b>, Maire la Commune Urbaine de Chefchaouen, MAROC</li><li>• <b>Mme Imen OUARDANI</b>, Vice-Maire Municipalité de Sousse, TUNISIE</li></ul>
Afrique Centrale	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Mme Monique AYI</b>, Maire de Dzeng, CAMEROUN</li><li>• <b>M. Ghilsain NGUIMBI</b>, Maire de Dolisie, REPUBLIQUE DU CONGO</li></ul>
Afrique de l’Est	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Mme Rondromalala ANDRIAMAHASORO</b>, Maire de la Commune d’Ampasy Nahampoana, MADAGASCAR</li></ul>
Afrique Australe	<ul style="list-style-type: none"><li>• Processus en cours</li></ul>

Ces autorités politiques sont complétées par les représentants suivants :

- Mme Espérance MWAMIKAZI, RD CONGO,
- M. Ernest ZAKKIAH (PHD), Wits University, SOUTH AFRICA
- Représentant SCT N°8 Union Africaine,
- Oumar SYLLA, Directeur pour l’Afrique de Onu HABITAT

### IV. Contribution au Campus Virtuel des Penseurs Urbains

Dans le cadre de la Célébration de la Journée Mondiale des Villes sur le thème : "Promouvoir l’engagement des Collectivités Territoriales et des Citoyens pour la Ville dont nous avons besoin en Afrique, à l’heure du Covid-19 et au-delà" ; l’OIDP Afrique a participé au Campus Virtuel des Penseurs Urbains sur la thématique « Promouvoir l’engagement des Collectivités Territoriales et des Citoyens pour la Ville dont nous avons besoin en Afrique, à l’heure du Covid-19 et au-delà ». Cette activité a été réalisée en partenariat et avec l’appui de plusieurs

autres partenaires dont : UNDESA, ONU-Habitat, Cities Alliance, UNESCO, ICESCO, la Ville de Rabat, le Conseil Régional du Tourisme de la Région de Rabat-Salé Kénitra, Fondation Romulato Del Bianco, Life Beyond Tourism de Florence. Le Jour de l'action a été dédié à la Culture et au Patrimoine dans le contexte de la pandémie du Covid-19 et ce, en coordination avec le Programme Capitales Africaines de la Culture (CAC) de CGLU-Afrique et la Ville de Rabat.

**URBAN THINKERS CAMPUS**  
THE CITY WE NEED

**UCLG AFRICA**  
United Cities and Local Governments of Africa  
Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique  
**CGLU AFRIQUE**

**WORLD URBAN CAMPAIGN**

**Célébration de la Journée Mondiale des Villes**  
**Organisation par CGLU-Afrique**  
**D'un Campus Virtuel des Penseurs Urbains**  
**Sur :**  
**"Promouvoir l'engagement des Collectivités Territoriales et des Citoyens pour la Ville dont nous avons besoin en Afrique, à l'heure du Covid-19 et au-delà"**  
**Du 27 au 29 octobre 2020**  
**Avec le soutien de et en partenariat avec :**

**CGLU**  
Cités et Gouvernements Locaux Unis

**Cities Alliance**  
Cities Without Slums

**ODP Afrique**  
**IOPD Africa**

**Les Penseurs Urbains**

**Life Beyond Tourism**  
TRAVEL TO DIALOGUE MOVEMENT

**European Commission**

**enda ecopop**

*"Ensemble pour une Afrique Locale Performante"*

Lien du Rapport :  
 [RAPPORT DU CAMPUS VIRTUEL DU 27 AU 28 OCTOBRE](#)  
 Portal of UCLG-Africa: [www.ucdga.org](http://www.ucdga.org)

Web site of ALGA of UCLG-Africa: [www.uclgafrika-alga.org](http://www.uclgafrika-alga.org)

**Illustration 8 : Flyer sur le Campus Virtuel**

Les objectifs du Campus Virtuel étaient :

- Informer et sensibiliser sur les difficultés et les défis actuels dans le contexte de la pandémie du Covid-19 ;
- Expliquer et démontrer en quoi consiste l'engagement des Collectivités Locales et des Citoyens en temps de crise, comme celle de la pandémie de Covid-19 ;
- Présenter et partager des expériences réussies en Afrique et dans différentes autres régions du monde sur le concept et les approches de l'engagement inclusif et participatif en temps de crise ;
- Informer, sensibiliser, apprendre, notamment de ses pairs, former et renforcer les capacités sur les Principes de la Ville que nous voulons, en mettant l'accent sur les principes de l'engagement, l'inclusion et le développement économique local ;
- Echanger sur l'impact qu'a eu la crise sur le secteur de la Culture et du Patrimoine.

L'évènement a accueilli 200 participants sur la plateforme Zoom et a été suivi via le live Facebook et YouTube par 1876 personnes.



## V. Forum National sur le Programme d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones

Le forum national sur le programme d'appui aux gouvernements ouverts francophones s'est tenu le mardi 17 août à Lomé. La rencontre a été organisée par l'ONG Appui au Développement et à la Santé Communautaire (ADESCO), avec le soutien d'Expertise France, l'Agence Française de Développement et CFI Développement Médias.

Cette activité s'inscrit dans la mise en œuvre du projet «Campagne de sensibilisation et de formation pour l'adhésion du Togo au Partenariat pour le Gouvernement Ouvert (PGO)» piloté par l'ONG ADESCO. Le PGO est une initiative internationale multilatérale pour la transparence des gouvernements mise en place en septembre 2011 et regroupant 75 pays dont 9 Etats africains ainsi que des ONG représentant la société civile.



*Illustration 9 : Forum National PAGOF – Togo*

Ce forum national a réuni 50 acteurs de l'administration, des institutions de la République, des élus locaux, de la chefferie traditionnelle et des représentants de la société civile et des médias. Il vise à fournir une plateforme de sensibilisation des différents acteurs et des partenaires sur le PAGOF pour guider un processus de plaidoyer à l'endroit des autorités nationales en vue d'une décision favorable à l'adhésion du Togo au PAGOF d'ici à 2022.

La réunion s'est déroulée suivant une démarche participative à travers des panels autour des thèmes liés à la question, avec l'assistance de deux personnes ressources qui ont une bonne maîtrise des sujets de gouvernance. Des travaux de groupe sur les avancées et limites du gouvernement ouvert, notamment sur les thématiques de transparence, redevabilité, intégrité et lutte contre la corruption, la participation citoyenne et le rôle des TIC pour le gouvernement ouvert, ont été les principaux temps forts de la rencontre.

## VI. Contribution aux Activités de People Powered

People Powered est le hub mondial de la démocratie participative, et s'investit de la mission d'accroître le pouvoir de décision des citoyens en soutenant les organisations et les gouvernements qui construisent la démocratie participative dans le monde entier.

Au cours de l'année 2021, ODP Afrique a contribué à un ensemble d'activités organisées par People Powered, notamment :

- Atelier « Conception d'activités efficaces pour l'apprentissage en ligne »
- Séminaire sur les « Impacts du budget participatif sur l'éducation et l'apprentissage »
- Séminaire sur « Une théorie globale du changement pour la budgétisation participative »
- Atelier « Collecte de fonds pour les programmes de démocratie participative »
- Contribution à la définition d'actions prioritaires du Plan Stratégique de People Powered 2022

## C. Volet Stratégie et Développement de Capacités

### I. Session de Formation sur le Développement Economique Local – Tunis

La session internationale de formation au Développement Économique Local, tenue au Centre de Formation et d'Appui à la Décentralisation (CFAD) à Tunis du 3 au 13 Mars 2020 et a accueilli des participants venus du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et de la Tunisie.

Elle a été organisée par Enda ECOPOP en partenariat avec le Centre de Formation et d'Appui à la Décentralisation (CFAD de Tunisie), l'Académie des Collectivités Locales de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (ALGA/CGLU Afrique), l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP France) et avec l'appui scientifique de Onu HABITAT et ECOPLAN (Canada) qui ont produit les supports didactiques objet de la formation.



*Illustration 10 : Photo de famille formation DEL – Tunisie*

L'objectif global de la session était de créer un pool de facilitateurs et conseillers issues de l'administration (centrale et locale), des universités et de la société civile, apte à accompagner les collectivités territoriales africaines dans la mise en œuvre d'une approche de planification stratégique du développement économique local. De manière spécifique, il s'est agi de :

- Former une vingtaine de facilitateurs et conseillers aux concepts, méthodes et approches de mise en œuvre du développement économique locale dans les collectivités territoriales,
- Développer des plans d'action pour l'accompagnement des participants à investir, à leur retour, les acquis de la formation en développement économique local, dans leurs institutions et territoires.

La première partie de la session internationale de formation fut consacré à l'introduction aux concepts théorique du Développement Economique Local. La deuxième partie de la formation a été consacrée aux méthodes et techniques d'accompagnement pratique des collectivités à élaborer leur approche de développement économique local. Enfin, la troisième partie de la session de formation fut consacrée à l'élaboration, par les participants, de leurs plans d'actions



de mise en œuvre des compétences acquises, l'évaluation de la session, la certification et la clôture de l'atelier par le Directeur Général du CFAD.

La session de clôture a été l'occasion pour le Coordinateur Exécutif de Enda ECOPOP et le Directeur Général du CFAD de procéder à la signature de la convention de partenariat, permettant aux deux institutions de conjuguer leurs efforts pour le renforcement des capacités d'accompagnement de la décentralisation dans les domaines de la formation et la mise en réseau sur différents thèmes en lien avec la décentralisation, la gouvernance, le développement local et la domestication des ODD.



*Illustration 11 : Signature de la convention de partenariat entre le CFAD et enda ECOPOP*

## **II. Session de Formation au Budget Participatif – Caracol (Haïti)**

La formation des facilitateurs et cadres municipaux au Budget Participatif rentre dans le cadre de la sous composante 1.2 du projet MDUR, afin de doter les acteurs institutionnels et de la société civile d'outils leur permettant de restaurer la confiance entre élus/décideurs et citoyens par la participation de ces derniers à la vie des institutions et la gestion publique.



*Illustration 12 : Session de Formation des Facilitateurs et Cadres Municipaux au Budget Participatif – Haïti*



### III. Atelier de Formation au Plaidoyer des Acteurs de la Société Civile pour l'Adhésion du Togo au PGO

L'atelier de formation au plaidoyer des acteurs de la société civile pour l'adhésion du Togo au PGO, qui s'est tenu du 18 au 20 août 2021 à l'Agora Senghor de Lomé, a été mis en œuvre par l'ONG Appui au Développement et à la Santé Communautaire (ADESCO), avec l'appui des partenaires Expertise France, CFI Développement Médias et l'Agence Française de Développement (AFD).

L'objectif de cette session était de renforcer les capacités de plaidoyer des acteurs de la société civile pour l'adhésion du Togo au PGO. Monsieur Bachir Kanouté, Coordinateur de l'OIDP Afrique, ainsi que des personnes ressources au niveau national, réputées pour leur maîtrise des sujets de gouvernance et connues pour leur expériences pratiques en matière de contrôle citoyen de l'action publique ont été mobilisés pour l'animation de la session.

La formation était aussi l'occasion de présenter le PAGOF et son importance pour la gouvernance, la transparence et la redevabilité des gouvernements des pays membres du Partenariat. De même, les formateurs ont renforcé les capacités des participants sur le plaidoyer et le lobbying pour l'adhésion du Togo au PGO et leur ont présenté les étapes du processus.

A l'issue de cette session de renforcement de capacités, il est retenu en perspective de mettre en place un comité de lobbying et de plaidoyer qui ira vers l'administration et ciblera les personnes clés pour faire en sorte que le Togo s'engage dans ce processus.



*Illustration 13 : Photo de famille Atelier de Formation au Plaidoyer pour l'Adhésion du Togo au PGO*

## D. Budget et Partenaires 2020-2021

Le budget pour les exercices 2020 et 2021 du bureau de la région Afrique de l’OIDP s’élève à un montant total de **80 861 688 FCFA (123 452€)**, répartis comme suit :

	2020	2021
Personnel	18 636 756	23 339 256
Appui au Processus	4 500 000	4 500 000
Visibilité	2 400 000	3 669 000
Voyage, Transport et Prise en Charge	13 766 874	6 049 802
Bureaux et Charges Locatives	2 000 000	2 000 000
<b>Total</b>	<b>41 303 630</b>	<b>39 558 058</b>

Les principaux partenaires :

- Banque Mondiale,
- Union Européenne,
- Expertise France, Agence Française de Développement (AFD),
- USAID

## E. Fenêtres sur Quelques Perspectives en 2022

Au cours du prochain exercice 2022, les domaines d’actions et activités suivants sont en perspective :

- La désignation des points focaux opérationnels OIDP dans les 5 sous-régions d’Afrique
- L’expérimentation de l’Indice de Démocratie Participative
- Mise en œuvre d’un cadre de coopération sur 5 ans
- Mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources
- Mise en œuvre de la stratégie de communication
- Mise en œuvre de la stratégie de renforcement de capacités